



Sud-Ouest

DORDOGNE • GIRONDE • LANDES • LOT-ET-GARONNE • PYRÉNÉES-ATLANTIQUES • CORRÈZE • CREUSE •
HAUTE-VIENNE • ARIÈGE • AVEYRON • HAUTE-GARONNE • GERS • LOT • HAUTES-PYRÉNÉES • TARN • TARN-ET-GARONNE •
CHARENTE • CHARENTE-MARITIME • DEUX-SÈVRES • VIENNE

Responsable régional, Bertrand Escolin
23, quai de Paludate, 33800 Bordeaux • Tél. : 05.57.80.33.52 • bertrand.escolin@groupepmoniteur.fr

MONT-DE-MARSAN

Nord Peyrouat transformé en écoquartier

En avril va démarrer la reconstruction des premiers logements sociaux du quartier Nord Peyrouat à Mont-de-Marsan (Landes). Réalisés par l'Office public de l'habitat des Landes (OPH 40), les programmes concernent respectivement 60 logements collectifs et une trentaine de logements individuels groupés. Avec de l'habitat social de la fin des années 1960, le quartier Peyrouat fait l'objet d'une opération de renouvellement urbain (Oru), engagée par la Ville dans le cadre d'une convention Anru. Sur le périmètre concerné – une ZAC de 17,5 ha –, il était prévu de démolir 278 logements dans 13 bâtiments et de construire 450 logements dans une logique de mixité sociale.

Un réseau de géothermie

Achevée en 2012, cette phase a été précédée par le relogement des locataires dans 182 logements construits par l'OPH40 hors site. Parallèlement à l'Oru, l'opérateur privé Altéa a réalisé un projet immobilier qui com-



La rénovation urbaine du quartier Nord Peyrouat s'inscrit dans la création du « bois habité », prolongement du parc Lacaze.

FICHE TECHNIQUE Maîtrise d'ouvrage : Ville de Mont-de-Marsan. Maîtrise d'œuvre : agence DMP Denerier Martzolf Pascarel, architectes urbanistes ; Pop Architecture, associés. Atelier Physalis, paysagiste. Enerco Conseils, BET environnement.
Coût : 64 millions d'euros HT (2,4 millions de subventions Anru).

porte, sur l'îlot Rozanoff, la rénovation d'un centre commercial et la construction de 87 logements en accession libre.

Conçu par l'agence d'urbanisme AD+P, le projet de rénovation urbaine de Nord Peyrouat s'inscrit dans la création de l'écoquartier du « bois habité ». La présence au sud du parc Lacaze servira de base à la composition urbaine et

paysagère du quartier qui bénéficiera de plantations denses. Les bâtiments n'excédant pas R + 3 sur le boulevard qui doit désenclaver le site et en R + 2 ailleurs, auront une orientation bioclimatique, avec un soin particulier porté à la consommation d'énergie. L'extension du réseau urbain de géothermie sera associée à une chaufferie centrale au gaz.

Trois programmes sont en préparation : une trentaine de logements par la SNI, 17 logements en accession sociale à la propriété par Clairisienne, et une vingtaine de lots individuels commercialisés par la Ville. Elle vient de lancer un appel à projets pour deux îlots avec un dépôt de permis de construire en juin.

■ Jean-Marie Constans

CHARENTE-MARITIME

Très haut débit pour tous d'ici à 2030

Le conseil général de la Charente-Maritime vient de définir le périmètre de son schéma directeur d'aménagement numérique (Sdan) avec, pour accompagner le programme de « 100% fibré en dix ans », une enveloppe de 10 millions d'euros. Le réseau public départemental affiche déjà 800 km de fibre optique mais, pour une couverture totale d'ici à 2030, restent à poser 15000 km de fibre et 426000 prises FTTH, (coût : 460 millions d'euros). Les intentions actuelles d'investissement des opérateurs privés

à l'horizon 2020 concerneraient 43% de la population dans 56 communes, soit la pose de 172000 prises pour 83 millions d'euros.

« Au regard des dispositifs actuels, l'Etat et l'Europe pourraient contribuer à hauteur de 82 millions sur dix ans. En déduisant les recettes générées, 74 millions, avec les intercommunalités, nous devrions sortir 221 millions sur la prochaine décennie », estime Dominique Bussereau, président du conseil général.

■ Jean-Sébastien Thomas

BORDEAUX

Tramway : appels d'offres en 3^e phase

Le chantier de la 3^e phase du tramway bordelais (33 km, 957 millions d'euros) avance avec des mises en service de mai 2014 à 2018. Des premiers marchés ont été attribués pour le tram-train du Médoc : construction des ouvrages de franchissement des jalles (ruisseaux) à Eiffage, travaux d'infrastructure à ETF-Eurovia Gironde, ouvrages de franchissement de la rocade à Bouygues TP/NGE GC, parcs relais à Guintoli/ETP/Malet, aménagement d'infrastructures et stations à Fayat TP, et ligne aérienne

de contact à TSO-Sferis. Alstom a obtenu le marché d'alimentation par le sol sur la ligne A (tronçon Mérignac centre-le Pin Galant) et la voie d'essai du futur dépôt de la Jallère. Le groupement Systra/Coteba/Ingérop CI/Eccta/BLP/Signes Paysages est lauréat du marché de maîtrise d'œuvre de la ligne D et de l'extension de la ligne C vers Villenave-d'Ornon. D'autres appels d'offres sont programmés, notamment pour la passerelle de Blanquefort sur le tracé du tram-train.

■ Claude Mandraut

TARN-ET-GARONNE

Rup va tripler sa production de granulats

Entreprise familiale qui fête ses 50 ans en 2013, la SAS Rup à Castelsarrasin (Tarn-et-Garonne) va tripler sa production actuelle de 100 t/h de granulats alluvionnaires. Avec l'engagement d'une gestion respectueuse conforme au Comité régional de la charte de l'environnement prôné par l'Unicem, elle vient d'obtenir l'autorisation d'exploitation à Escatalens (Tarn-et-Garonne). «Au bout de quinze ans d'exploitation, nous remettrons en état le site de 96 ha, après extraction et remblaiement, en y créant une forêt et deux lacs», précise le président de la SAS Jean-Philippe Rup. Rup a acquis un déboureur pour laver les granulats pollués par les argiles, car extraits en basse terrasse. Ils seront ensuite acheminés par bande transporteuse jusqu'à la sablière pour leur transformation finale. Confiée à Spie Sud-Ouest, la



Jean-Philippe Rup, P-DG, à la centrale de granulats d'Escatalens (Tarn-et-Garonne).

nouvelle installation a mobilisé 2 millions d'euros HT. Travaillant à 70% pour la commande publique, Rup alimente le marché local. Cette offre de granulats sera bienvenue dans un département de 250 000 habitants qui en consomme 20 kg par jour et par habitant.

La PME fait partie d'un holding aux côtés de l'EURL Carrières Rup. Sa société sœur exploite deux carrières de roche massive acquises en 2010 dans le Lot limitrophe. Le tout représente un chiffre d'affaires de 12 millions d'euros HT et 70 salariés.

■ Christiane Wanaverbecq

HAUTE-GARONNE

Expérimentation de la densité

Les premières constructions du programme AMO Habitat, à Auzerville-Tolosane (Haute-Garonne) ont débuté. Opération pilote initiée par l'association AMO (architectes et maîtres d'ouvrage) de Midi-Pyrénées dans cette commune proche de Toulouse, AMO Habitat s'inscrit dans la réalisation expérimentale d'un habitat individuel dense conçu et réalisé en partenariat par trois équipes d'architectes (Laurens-Loustau, Jérémie Harter, Joseph Almudever), deux promoteurs privés (Nexity et Spirit), et deux organismes HLM (la Coopérative toulousaine d'habitation et La Cité Jardins). Onze pavillons individuels en bande et 44 logements intermédiaires doivent être construits, labellisés BBC, à prix maîtrisé de 2 000 euros à 3 000 euros le m². Livraison prévue courant 2013.

■ J.-M. C.

CORRÈZE

Le département trace la route durable

Avec son programme «Route durable», le conseil général de la Corrèze s'est engagé dans une démarche d'optimisation de ses interventions sur ses 4 700 km de routes. L'action doit porter, en cohérence avec l'Agenda 21 départemental, sur la promotion de la qualité environnementale et de la sécurité dans la construction, l'entretien et l'exploitation du réseau. Le programme privilégie la pérennisation et l'amélioration de la voirie, dans le sens d'une plus grande sécurité des usagers.

Épargner l'énergie fossile

Les ressources locales seront privilégiées (recyclage des chaussées, valorisation des matériaux en place et utilisation de granulats locaux). Pour épargner l'énergie fossile, les enduits de surface seront utilisés de préférence aux

enrobés. Fauchage et élagage des talus et bas-côtés permettront d'éviter le recours aux pesticides. Mais l'un des objectifs est une gestion plus économe. Le montant prévisionnel des investissements routiers, 140 millions d'euros auparavant, a été ramené à 110 millions avec la hiérarchisation des opérations. A court terme, 10,8 millions seront dédiés à la RD1120, à la liaison RD1089-RD982 (à l'est d'Ussel) et à la déviation nord-est d'Ussel. A moyen terme, 18,3 millions iront à la déviation ouest d'Ussel. A plus long terme, 80,9 millions seront dédiés à tous les aménagements, dont 19 millions pour la liaison RD1089-D921 à Malemort, et 10 millions pour la liaison RD8-RD920 (Jugeals-Nazareth et Noailles). Enfin, 7,6 millions d'euros iront à la déviation est de Meymac. ■ J.-M. C.

TOULOUSE

Colomiers Habitat signe son premier PPP

Le 2 avril, l'Institut supérieur de l'aéronautique et de l'espace (Isae) posera sur le campus scientifique de Rangueil à Toulouse (Haute-Garonne) la première pierre d'un ensemble de six résidences étudiantes de 1 000 logements au total, dont la moitié en rénovation de bâtiments existants et l'autre en construction neuve.

Regrouper deux écoles

Conçu pour permettre le regroupement géographique des deux écoles d'ingénieurs de l'Isae (Sup Aero et Ensica) sur le site de Rangueil, le programme de 32 000 m² de Shob au total comprend la réhabilitation de l'ancien restaurant administratif de l'Isae transformé en «maison des étudiants» (4 000 m² de surface utile). Estimée à 50 millions d'euros HT, l'opération a été confiée

à Colomiers Habitat, dans le cadre d'un marché public-privé de financement-conception-réalisation-exploitation-maintenance. Pour son premier contrat PPP, le bailleur social a constitué un groupement avec DV Construction, les agences d'architecture toulousaines LCR et Atelier Méridional, ainsi que les bureaux d'études OTCE, Cap Terre et Betom. Pour le financement, il s'appuie sur le Crédit foncier de France. Le contrat prévoit la gestion des résidences étudiantes et de la «maison des élèves» jusqu'au terme du contrat d'une durée de vingt-cinq ans. Conduit sous maîtrise d'ouvrage de Colomiers Habitat, le chantier va commencer avec les constructions neuves, livrées en juin 2014, et se poursuivre avec les réhabilitations livrables en juin 2015. ■ C. W.

AQUITAINE

« Les dérives des Mapa nous préoccupent »

PHILIPPE CAUMES/FCA



FRANÇOIS GUIBERT, architecte et coprésident de l'association Architecture et commande publique (A&CP).

L'association A&CP a élaboré avec l'Office 64 de l'habitat une charte de bonne conduite qui devrait aboutir à un guide des Mapa.

■ Pourquoi ce guide ?

Outre le développement des partenariats public-privé (PPP), nous sommes préoccupés par les dérives des marchés à procédure adaptée (Mapa). Nous ne sommes pas opposés aux Mapa, mais à l'usage qui en est fait. Ils entraînent une mise en concurrence que l'on peut qualifier de « sauvage ». La maîtrise d'œuvre est certes responsable en pratiquant des taux d'honoraires anormale-

ment bas mais la maîtrise d'ouvrage aussi. Juger sur le critère du prix le plus bas ne va pas dans le sens de la qualité architecturale.

■ Que proposez-vous ?

Le guide des Mapa invitera les maîtres d'ouvrage à éviter des appels d'offres trop lourds. Ils y gagneront en temps et qualité des réponses. Les architectes aussi. La méthode proposée peut se résumer en deux temps. Le premier permettrait de retenir, uniquement sur références et moyens, trois ou quatre équipes. Elles seraient appelées à proposer une offre, comportant une note d'intention et des documents très cadrés pour éviter toute inflation de prestations. Comme l'exige le CMP, ces dernières seraient rémunérées. Objectif recherché : faire émerger la capacité d'une équipe à réaliser un projet en harmonie avec la demande du maître d'ouvrage et non pas acheter une prestation la plus basse possible.

En parallèle, nous allons présenter avec l'ordre des architectes d'Aquitaine un observatoire de la commande publique sur 2000-2011. Il analyse les tendances : PPP, concepteur-constructeur, dialogue compétitif, Mapa...

■ Quelle est la situation de la maîtrise d'œuvre en Aquitaine ?

La commande est de plus en plus complexe et les honoraires sont en chute libre : environ 3 à 4%, plus particulièrement dans les opérations de logements. Par ailleurs, l'évolution sociétale entraîne une sédimentation des normes, règles et nouvelles missions environnementales qui ne sont pas rémunérées à leur juste valeur. Nous avons délégué de l'ordre des architectes d'Aquitaine de favoriser le dialogue entre maîtrise d'œuvre privée et commande publique, encore plus nécessaire en période de crise.

■ *Propos recueillis par*
Christiane Wanaverbecq



STÉPHANE CHALMEAU

POITIERS

Bardage bois et tôle ondulée sur les pavillons de Bel-Air

Primés au palmarès Construction bois Poitou-Charentes, les 32 pavillons bioclimatiques du quartier de Bel-Air à Poitiers (Vienne) alternent bardage bois en rez-de-chaussée et tôle ondulée à l'étage. Conçus par les architectes bordelais Lanoire & Courrian et érigés par Moreau Lathus (gros œuvre) pour le compte de Logiparc, les bâtiments certifiés Effinergie seront dotés sur toute la hauteur de pergolas métalliques pour y faire pousser des clématites et protéger ainsi du soleil les façades sud. Coût : 3,3 millions d'euros TTC.

BORDEAUX

GTM sur les archives municipales

Sur les 13 lots attribués par la Ville de Bordeaux pour le chantier des nouvelles archives municipales, GTM Sud-Ouest est le lauréat de celui de gros œuvre et fondations. Conçu par les architectes belges Robbrecht et Daem, le bâtiment mobilise un investissement de 17 millions d'euros TTC. Sa livraison est prévue en 2015.

GIRONDE

Un réseau de chaleur à La Réole

Soutenu par les collectivités, l'Etat, l'Europe et l'Ademe, un nouveau réseau de chaleur bois énergie (de 2 500 m) vient d'entrer en service à La Réole (Gironde). La chaudière bois de 1 290 kW consommera 1 500 tonnes de plaquettes de bois par an avec, à la clef, une économie de 563 TEP. L'investissement s'élève à 2,9 millions d'euros.

SUD-OUEST

La liaison Pau-Canfranc relancée

L'Aquitaine et l'Aragon ont déposé le 26 mars à Bruxelles une demande de financement européen de 30 millions d'euros pour remettre en circulation la ligne ferroviaire Pau-Canfranc-Saragosse d'ici à 2020. La remise en état de la ligne (y compris les tunnels) traversant la partie centrale des Pyrénées représenterait un investissement de près de 500 millions d'euros.

TOULOUSE

Architecture transfrontalière

Dans le cadre d'une action de promotion de la production architecturale des deux côtés des Pyrénées, le conseil régional de l'ordre des architectes Midi-Pyrénées et le Collège officiel des architectes d'Aragon présentent à la Maison de l'architecture, du 11 avril au 7 mai 2013, une centaine de projets récompensés par la XXVI^e édition du « Prix d'architecture Fernando Garcia Mercadal ».